

TAKSIM, UNE PLACE VITALE

PAR FERHAT TAYLAN*

Imaginez des dizaines de vendeurs de masques à gaz sur la plus grande avenue d'une mégapole, des dizaines de milliers de gens qui les mettent avant d'aller manifester tous les soirs, tellement ils sont sûrs d'être massivement gazés. Imaginez aussi des architectes, des hommes d'affaires, des supporters de foot ou encore des étudiants construire des barricades et les défendre dans la brume épaisse des lacrymogènes pour « libérer » et occuper la zone la plus centrale de la ville. Imaginez enfin qu'à l'origine de cette rébellion qui a mobilisé des centaines de milliers de personnes, il y a la défense d'un parc menacé de destruction...

Sur ce qui se passe à Istanbul depuis le 27 mai dernier, j'avais prévu d'écrire un texte plutôt théorique, insistant sur la manière dont un mouvement de protestation urbaine apparemment strictement local avait pu donner lieu à un grand mouvement social. J'allais parler de David Harvey¹ et d'autres travaux critiques et montrer comment ils éclairent les politiques urbaines néolibérales appliquées par Erdoğan à l'échelle de la mégapole stambouliote. Mais devant la force du mouvement dans lequel je me suis trouvé à Istanbul, et devant l'ampleur de la répression policière, mes ambitions théoriques sont passées à l'arrière-plan et j'ai voulu simplement relater et rendre intelligibles certaines pratiques dont j'ai pu être témoin, directement et indirectement, depuis deux semaines – à la fin, on comprendra mieux je pense le titre d'un article récent faisant référence au film de Kubrick : *How the Turks Stopped Worrying and Learned to Love Tear Gas*² [Comment les Turcs ont cessé de s'en faire et ont appris à aimer le gaz lacrymogène].

La géographie politique de Taksim

Gezi est un parc relativement petit, accolé à la place Taksim – la plus centrale et la plus politisée d'Istanbul. Quelque peu excentré sur la place, on ne peut pas dire que le parc soit un lieu de vie très animé, mais c'est le dernier espace vert qui subsiste dans un quartier essentiellement commercial. En 2011, le gouvernement Erdoğan a annoncé un projet de piétonisation de la place Taksim, dont le but est, de l'avis de beaucoup d'urbanistes, de la dépolitiser en la rendant de plus en plus commerciale : déjà, au début du mois de mai dernier, la manifestation du 1^{er} mai y a été interdite, sous prétexte de mesures de sécurité (les travaux d'aménagement sont en cours), alors qu'une autre manifestation – celle-là non politique – a pu y avoir lieu quelques jours plus tard. Dans le cadre de ce réaménagement, Erdoğan entend détruire le parc Gezi pour y construire un complexe commercial et culturel, habilement intégré à un projet de reconstruction d'une ancienne caserne qui

occupait cet emplacement jusqu'en 1940. Refusant de suivre l'avis négatif des associations d'urbanistes et d'architectes, mais aussi de citoyens, la mairie et le gouvernement maintiennent le projet, qui ajouterait un énième centre commercial dans un quartier qui en compte déjà beaucoup.

Une plateforme de contestation du projet est mise en place en 2012, réclamant plus de transparence et la tenue de débats avec les habitants à propos de l'éventuelle réorganisation de la place Taksim. Contestant la démarche unilatérale du gouvernement, cette plateforme permet de sensibiliser la population au fait que la plus grande place publique de la ville est en passe de devenir un haut lieu commercial et non plus populaire. Symboliquement, détruire les derniers arbres qui restent dans le centre-ville pour les remplacer par du béton est vraiment la goutte de trop : dans une ville où la transformation urbaine est devenue une manière de déplacer les populations et de créer des *gated communities* [quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé et dont l'espace public est privatisé] à l'écart d'un centre déshumanisé et touristique, de plus en plus de citoyens protestent contre le caractère clairement répressif de cette « dubaïisation » de la ville³. Des quartiers entiers sont rasés et leurs habitants relogés ailleurs : ainsi Sulukule – principal lieu de vie des Roms, expulsés et exilés dans des tours éloignées – et plus récemment Tarlabası – où les modestes habitations des Kurdes seront bientôt remplacées par des résidences touristiques, dans le cadre d'un grand projet de « rénovation urbaine » – sont autant d'exemples d'une politique urbaine agressive, visant à détruire aussi bien les quartiers peuplés de piétons consommateurs que, dans le cas par exemple des Roms, les modes de vie jugés éloignés de l'islam. Plus proche de Taksim, la dernière salle de cinéma digne de ce nom du quartier de Pera a été détruite en mai 2013, et la police a gazé les cinéastes et artistes qui protestaient.

À cela s'ajoute l'interdiction de la manifestation du 1^{er} mai sur la place Taksim, où les dizaines de milliers de manifestants qui ont tenté d'atteindre la place ont

*Ferhat Taylan est directeur de programme au Collège international de philosophie et traducteur. Il a cofondé en 2011 le GIT, le Groupe international de travail sur la liberté de recherche et d'enseignement en Turquie.

8



Handwritten signature or scribble in the bottom right corner.

connu le même sort, et où des scènes très violentes ont eu lieu. On peut dire sans exagérer que la gauche stambouliote a passé le mois de mai à se faire gazer à chaque occasion, surtout autour de Taksim, un haut lieu de son histoire. Le gouvernement tente de stériliser tout un quartier par des méthodes variées (interdiction des terrasses où l'on pouvait boire une bière en pleine rue, répression des réunions politiques, multiplication des centres commerciaux). On raconte que, le 1^{er} mai, la police filtrait l'entrée à Taksim : les passeports européens passaient tandis que les Turcs étaient arrêtés. Dispersés dans différents quartiers de la ville, les manifestants inventent un slogan qu'on entendra beaucoup par la suite : « *Taksim est partout, la résistance aussi* ». C'est dans ce contexte urbain et

politique très tendu que les premières grues entrent dans le parc Gezi, le soir du 27 mai.

Que doit faire un gouvernement pour provoquer une rébellion urbaine ?

50 membres de la plateforme Taksim arrivent immédiatement sur les lieux et résistent aux grues, en installant leurs tentes dans le parc même. Face à l'indifférence du gouvernement, l'occupation physique du lieu présente le double intérêt d'empêcher la destruction du parc et d'attirer l'attention du public. Le matin du 28 mai, quelques centaines de personnes arrêtent les grues, avec le soutien du député de gauche (BDP) Sırrı Önder, qui se met littéralement devant les machines. La police arrive sur les lieux et,

LE MOUVEMENT DE LA PLACE TAKSIM : QUELLES PERSPECTIVES ?

Un événement a toujours quelque chose d'aléatoire, mais il dépend aussi de déterminations plus générales, plus structurelles. Quelles transformations, plus ou moins souterraines, ont rendu possible ce qui a lieu maintenant place Taksim ?

Ferhat Taylan : L'AKP (le Parti pour la justice et le développement du Premier ministre Erdoğan) est arrivé au pouvoir il y a dix ans au terme d'un bras de fer avec l'armée, gardienne traditionnelle de l'ordre laïc établi et actrice du coup d'État de 1980. Faute d'avoir déterminé sa propre voie, la gauche turque était alors dans une impasse, enfermée dans une alternative entre islam modéré et laïcité autoritaire. Pour gagner en légitimité, l'AKP a tenté pendant des années de séduire les démocrates de gauche par un discours très policé et un pluralisme de façade. Cependant, une fois qu'il s'est assuré le contrôle de l'armée, notamment en arrêtant les généraux dissidents par le biais de procédures judiciaires extrêmement douteuses, Erdoğan s'est mis à intervenir dans toutes les sphères de la vie sociale et privée – surtout depuis qu'il a été réélu en 2011 avec 50 % des voix. Cela étant, l'enrichissement des classes moyennes proches de l'AKP et le pillage des quartiers populaires d'Istanbul au profit de riches hommes d'affaires liés à Erdoğan est perçu négativement par une partie importante de la population, dont le niveau de vie s'est détérioré au fil des années. La révolte actuelle est au croisement de ces deux processus, et c'est pourquoi on voit sur les barricades à la fois des jeunes gens huppés qui défendent leur mode de vie et des jeunes des quartiers populaires qui se soulèvent contre la pauvreté.

Il y a la transformation néolibérale de la société turque à laquelle travaille Erdoğan et son parti. Et il y a les efforts qu'ils déploient pour dé-séculariser la société turque. Comment ces deux aspects de l'ère Erdoğan se combinent-ils, et comment résonnent-ils dans le mouvement actuel ?

En Turquie, néolibéralisme et conservatisme marchent ensemble, car l'État, qui intervient activement dans le marché et sur la société (notamment à travers la politique urbaine très active de la TOKI, l'administration chargée du logement), est à présent entièrement contrôlé par l'AKP. Par conséquent, lorsqu'on transforme un quartier comme celui de Taksim en multipliant les centres commerciaux et en restreignant l'espace public, l'État, la mairie et les milieux d'affaires conservateurs travaillent main dans la main. Parallèlement, la désécularisation est menée peu à peu – l'étude de Darwin est interdite dans les écoles, des contenus religieux sont introduits dans les programmes scolaires, etc. Il y a là certainement un excès de gouvernement, un excès d'intervention, qui incite le peuple à défendre son autonomie.

L'indignation suscitée par la violence des forces de police jetées contre la foule par Erdoğan est commune à tous les manifestants, mais n'existe-t-il pas entre eux des clivages, des tensions susceptibles de miner cette communauté et de compliquer la traduction du mouvement en termes de politique institutionnelle ? Quelles sont d'ailleurs les perspectives politiques possibles pour le mouvement ? Peut-on d'ores et déjà deviner l'impact que vont avoir

ces journées de rébellion sur la société et la vie politique turques ?

Les 15 et 16 juin ont été particulièrement éprouvants, les infractions aux droits de l'homme et les violences se sont multipliées : hôpitaux et hôtels touristiques gazés, blessés, médecins ou journalistes menottés et arrêtés. Alors qu'à Taksim la police empêche tout rassemblement, avec plus de 400 gardes à vue, Erdoğan mobilise les bus municipaux pour convoyer jusqu'à son meeting ses partisans – dont certains, armés d'armes de poing, arpentent les rues de Taksim et font régner la terreur dans les quartiers les plus centraux d'Istanbul. Une manifestation de force brute, qui a pour effet de renforcer encore la résistance et la solidarité internationale, et mine en retour la légitimité Erdoğan, qui a clairement perdu la guerre de la perception. Certes, l'espace public est pour l'instant contrôlé par la police et une sorte de milice, rappelant les pires heures de l'histoire du fascisme, et on s'attend dans les jours qui viennent à des arrestations massives d'activistes, de journalistes, etc., mais il reste que, dans sa diversité, le mouvement de résistance est manifestement en train de prendre de l'ampleur dans l'ensemble de la société. La grève générale est annoncée pour le 17 juin. À partir de là, il n'y a que deux voies possibles : un régime autoritaire, une dictature policière, ou la défaite de l'AKP aux élections face à un front de gauche incluant kémalistes et activistes de gauche, eux-mêmes transformés par l'expérience de la révolte du 31 mai. Quoi qu'il arrive, la façade démocratique du néolibéralisme autoritaire d'Erdoğan s'est définitivement effondrée.

(Propos recueillis par Jérôme Vidal.)

bien qu'il n'y ait aucune violence de la part des manifestants, elle fait immédiatement usage de gaz lacrymogène. On évoque alors un ordre direct d'Erdoğan exigeant qu'on « nettoie tout ça ». La répression policière, dont les images sont diffusées notamment par Facebook et Twitter, nourrit le flux de manifestants, qui augmente au fil des heures. La photo devenue l'emblème du mouvement est prise à ce moment-là : une femme vêtue d'une robe rouge est gazée droit dans le visage. Le 29 mai, Erdoğan s'obstine toujours : « *Quoi que vous fassiez, notre décision concernant le parc Gezi est prise, et elle est définitive.* » Dans la nuit, la police évacue le parc, mais le 30 mai au soir, environ 10 000 personnes reviennent prendre possession des lieux : étudiants, enseignants, syndicalistes, supporters de l'équipe Beşiktaş... Quelques jours plus tard, Erdoğan les traitera de « *voyous* » et d'« *ivrognes* », ce qui n'atténue pas vraiment le sentiment de rejet qu'ils éprouvent. À partir du 30 mai, la contestation aura pour objet principal ce mépris d'un Premier ministre qui se croit omnipotent. Mais derrière son attitude, se manifeste surtout la violence d'une autorité politique souveraine qui planifie des transformations urbaines majeures sans consulter en rien les citoyens, et qui, dans une gigantesque entreprise de construction imposée par la force, rase les espaces communs⁴.

Face à ce ton autoritaire qui s'exacerbe depuis des mois, le mouvement de contestation prend donc une ampleur considérable le 30 mai. Jusqu'ici, cependant, rien d'exceptionnel dans le contexte turc. Après tout, cela fait un moment que l'on a pris l'habitude de se réunir entre universitaires, artistes, syndicalistes, etc., pour des manifestations de cette taille et d'être dispersés par la police sans susciter beaucoup d'émotion au sein de la population. Mais le 31 mai, au petit matin, sur ordre direct d'Erdoğan qui leur demande d'« *en finir avec les manifestations* », les policiers interviennent de façon très violente : les tentes sont brûlées, le parc est évacué *manu militari*. Environ 3 000 manifestants pacifiques n'en reviennent pas de voir les policiers utiliser contre eux des canons à eau et des bombes de gaz ; ils répliquent comme ils peuvent, beaucoup d'entre eux sont blessés. Ils sont expulsés de la place et se retrouvent divisés en plusieurs groupes autour de la place Taksim, bien que leur nombre augmente, notamment à l'heure où les bureaux ferment. Tandis que les médias portent un intérêt très limité à l'évènement, ce jour-là, Twitter enregistre le volume de messages le plus important jamais émis autour d'un événement politique, avec deux millions de tweets en 24 heures⁵. D'autres quartiers commencent à réagir : les gens sortent dans la rue casseroles et cuillères à la main, ils bloquent les rues. Sur la grande avenue toujours bondée d'Istiklal, qui donne sur la place Taksim, des gens venus en

curieux se transforment en manifestants lorsqu'ils sont gazés, et tentent désormais d'aider les autres et de se défendre.

C'est là qu'il se passe quelque chose d'à la fois très simple et très inattendu : massivement gazés ou arrosés, les gens ne partent pas.

La révolte du 31 mai

C'est là qu'il se passe quelque chose d'à la fois très simple et très inattendu : massivement gazés ou arrosés, les gens *ne partent pas*. La nuit du 31 mai, des dizaines de milliers de personnes, aussi bien des employés de bureau que des étudiants, militants ou pas, hommes d'affaires ou habitants de bidonvilles, se relaient dans les rues, essaient de se procurer des masques à gaz, aident les plus touchés, mais ne quittent pas les rues. Face à la violence policière, la résistance se généralise. Cette nuit-là, les stambouliotes ont vécu une expérience politique très singulière, chacun réalisant qu'il a atteint un seuil, qu'il a basculé dans l'indignation, et qu'il n'a plus peur. Des centaines de sociologues et d'ethnographes s'essaieront sans doute à saisir ce moment de basculement où chacun croise le regard des autres et se dit : « Ils me protégeront, je reste. » On s'organise, et on s'organise bien. Les plus exposés, ceux qui sont les plus touchés par le gaz, se retirent tactiquement pour céder leur place à d'autres, qui ont eu quelques minutes de répit. L'efficacité du gaz lacrymogène tient surtout à ce qu'il produit un sentiment de panique et de blocage physique, mais là, la solidarité très concrète des manifestants permet de rester sur place : ceux qui sont touchés reçoivent du citron et de l'eau vinaigrée, qui aident à calmer les effets du gaz. Des vendeurs de masques à gaz (en papier et équipés d'un filtre rudimentaire) et de lunettes de natation apparaissent sur l'avenue Istiklal, puisqu'il y a tout à coup des milliers d'acheteurs – c'est désormais l'équipement de base de tout manifestant. La nuit du 31 mai, Istanbul est littéralement couverte de gaz, l'avenue Istiklal est noire de tubes lacrymogènes vides qui se comptent par milliers (on apprendra par la suite que, cette semaine-là, on a utilisé environ 150 000 grenades lacrymogènes dans l'ensemble du pays).

Et pourtant, sous les nuages de gaz, dans près de dix quartiers différents, divers groupes résistent, commencent peu à peu à construire des barricades aussi bien avec des pavés qu'avec le matériel de construction amassé sur la place Taksim. Une guérilla urbaine est née, elle déborde la police comme si elle était entraînée depuis longtemps, alors qu'elle



est composée de simples citoyens exaspérés. Cette nuit-là, on a vu des gens qui n'avaient jamais assisté à une seule manifestation politique construire des barricades et les défendre – un homme d'affaires en costume cravate côtoyait un militant de gauche plus expérimenté, et recevait de l'aide d'une femme âgée distribuant des citrons anti-gaz !

Si l'on construit des barricades, c'est effectivement pour se défendre. Les bombes de gaz tirées à bout portant, lorsqu'elles atteignent la tête ou le corps, blessent très gravement, et l'exposition à une quantité aussi importante de gaz cause des problèmes respiratoires aigus. À Beşiktaş, une mosquée a été transformée en centre médical, l'imam en a ouvert les portes aux blessés et aux médecins volontaires massivement mobilisés. Dans d'autres villes, surtout à Ankara et à Izmir, d'importantes manifestations de soutien s'organisent – elles seront réprimées aussi sévèrement qu'à Istanbul. Le 1^{er} juin, dans tous les quartiers d'Istanbul, les gens sont dans la rue ; toutes les universités (à Istanbul, il y en a plus de vingt) sont mobilisées, les syndicats appellent à la grève générale, les voitures bloquent la circulation. Quelques milliers de manifestants traversent le Bosphore par le pont pour atteindre Taksim. Malgré plus de quatre mille blessés

et trois morts en une semaine d'émeutes urbaines, le mouvement prend une ampleur inédite, la police est débordée face à des rassemblements géographiquement dispersés.

La commune de Taksim

Le 1^{er} juin, la police commence à quitter la place Taksim et les quartiers alentours. Elle n'y remettra pas le pied avant le 11 juin. Pendant dix jours, la place qu'on a voulu dépolitiser est effectivement rendue piétonne par ces dizaines de milliers de gens qui occupent pour de bon le parc Gezi. Une fois le danger du gaz écarté, le parc devient un lieu de vie, avec son forum, sa bibliothèque populaire, sa cantine, les tentes de différentes organisations, son potager, sa propre radio et même une chaîne de télévision en streaming.

Ces dernières répondent à un besoin urgent. Alors que des milliers de personnes se défendaient dans les rues le 31 mai au soir, les chaînes d'informations diffusaient toutes des films documentaires (sur CNN Türk, passait même un documentaire sur... les pingouins, devenu une référence pour le mouvement, alors que CNN International se faisait l'écho des événements en anglais). Une autre chaîne

d'informations, NTV, récemment acquise par un groupe industriel proche d'Erdoğan, ne diffusait tout simplement aucune information relative aux protestations jusqu'au jour où plus de mille personnes sont venues manifester devant le siège de la chaîne. NTV a alors été contrainte de diffuser des images de la manifestation et a fini par faire son autocritique : « Nous nous excusons, nous n'aurions pas dû céder à l'autocensure. » C'est la première fois qu'on voit des grandes chaînes d'informations changer de position sous la pression d'un mouvement. Une petite chaîne que personne ne connaissait, *Halk TV* (littéralement *Télé du Peuple*) diffuse en direct les combats de rue à Istanbul et à Ankara. Mais le véritable flux d'informations passe par Facebook et Twitter, qui servent surtout à savoir où et quand la police intervient, quelle barricade est affaiblie, etc. Jamais ces réseaux sociaux ne se substituent à une présence physique sur les lieux ; ils ne sont efficaces que pour relayer en temps réel ce qui se passe sur le terrain. Quelques pages Facebook particulièrement actives ont été rendues inaccessibles au prétexte d'« incitation à la haine ». À Izmir, une trentaine d'utilisateurs de twitter ont été mis en garde à vue pour « incitation à la révolte », avant d'être finalement relâchés. On peut craindre que l'usage de ces médias ne soit pénalisé à court terme, afin d'en prévenir l'usage massif – un projet de loi en ce sens serait en cours de rédaction. Sur ces réseaux comme sur les murs, le masque à gaz est devenu le symbole du mouvement populaire – le citoyen s'équipe spontanément et s'exprime masqué !

Dès que la police a évacué Taksim et ses environs, des tags très créatifs se sont multipliés sur les murs de Pera : « *Tu es tombé sur une génération qui combat les flics dans le jeu GTA [Grand Theft Auto]* », « *J'adore ce gaz ! C'est quoi ?* », « *Le gaz poivre est bon pour la peau* », « *Alors, il n'y en a plus ?* », etc. Parmi les slogans les plus scandés dans les manifestations, ou tout simplement dans une rue de Pera où plus de dix personnes sont attablées, il y en a un qu'on n'avait pas l'habitude d'entendre dans les réunions politiques. Il vient de l'équipe de foot Beşiktaş, dont le groupe de supporters nommé « Çarşı » (littéralement *marché*, puisqu'il s'agit de gens qui tiennent des étals au marché de Beşiktaş), ancré à gauche, a l'habitude de se faire gazer par la police. Ils chantent ainsi « *Vas-y, vas-y, tire du gaz poivre ! Enlève ton casque, pose ta matraque, on verra bien qui aura le trac.* » Ce slogan quelque peu bagarreur et machiste, nous ne le chantions pas au début du mouvement, avant d'avoir reçu des tonnes de gaz. Le samedi 8 juin, j'ai vu des dizaines de milliers de personnes – hommes, femmes et enfants – lassés de la police le reprendre avec les supporters de Çarşı. On raconte que ce sont eux qui ont repris Taksim à la police – je pensais que le foot n'avait rien à voir avec la politique, visiblement je

n'avais rien compris. Dans une société où la liberté d'organisation politique est restreinte, les groupes de supporters constituent des foyers d'échange et

Dans une société où la liberté d'organisation politique est restreinte, les groupes de supporters constituent des foyers d'échange et d'action.

d'action. La révolte du 31 mai a fait de Çarşı une vraie légende – les supporters d'autres équipes se sont joints à eux et, dans les rues, les maillots de foot sont devenus l'un des emblèmes de la contestation. Il ne faut pas sous-estimer ces signes populaires qui font toute la force d'un soulèvement, puisque là où le pouvoir orchestre une stratégie de communication qui va du haut vers le bas (contrôle des médias, mises en scène policières majorant le poids des groupes d'extrême gauche, etc.), les manifestants communiquent entre eux par de petits signes, de petites mélodies ou des tags, créant un espace de partage très actif. La très grande mobilisation de la jeunesse (de 15 à 30 ans) explique aussi cette créativité et cet humour qui n'ont jamais quitté Taksim – on n'aura jamais fait autant de blagues, écrit autant de chansons sur le gaz.

Pendant dix jours, du 1^{er} au 11 juin, Taksim est donc devenue une *free zone* où, à l'abri de barricades sur lesquels on pouvait lire *Commune de Taksim*, les gens se baladaient, heureux. Le week-end des 8 et 9 juin, des centaines de milliers de personnes sont venues découvrir le parc Gezi, ses stands, sa bibliothèque, ont chanté et dansé ensemble. Ils se sentaient en sécurité justement parce que la police était loin. Au centre de cette zone, les occupants du parc ont réussi à en faire un espace de vie, un lieu concret de mise en commun de pratiques, tout le contraire donc d'un centre commercial. À travers cette dichotomie spatiale, chacun découvre ce qu'a de précieux un tel lieu de rencontre, à quel point on prend plaisir à y être et y rester.

Tenir un lieu en pleine campagne de perception management

Pendant tout ce temps, Erdoğan aurait pu tenter de calmer le jeu en acceptant simplement d'écouter les revendications des citoyens, mais il a préféré faire le contraire, déclarant notamment qu'il avait « *du mal à retenir chez eux 50 % de la population* » prêts à descendre dans la rue pour défendre l'AKP – une allusion au score de son parti aux dernières élections, lors d'un meeting où ses partisans le pressaient de les laisser « écraser Taksim »... Erdoğan joue ainsi à

nourrir une polarisation très inquiétante de la société entre musulmans pratiquants et habitants plus laïcs des grandes villes, et il ravive en fin de compte l'op-

Comment gérer une opération de communication policière sur une place où il y a plus de cent caméras qui tournent, des gens qui prennent des photos et qui tweetent en temps réel ?

position des libéraux comme des milieux de gauche. Sa stratégie vise à souder son électorat contre les «élites qui ne respectent pas le gouvernement démocratiquement élu», alors qu'en réalité, dans les rues, il y a aussi bien des enfants des cités pauvres que des professeurs d'université.

Du côté de la place Taksim, abandonnée à «elle-même» depuis dix jours, on commence à craindre que ces paroles donnent lieu à une intervention musclée. Effectivement, le mardi 11 juin au matin, la police entre sur la place, visant, à en croire ses déclarations, non pas les occupants «verts» du parc Gezi mais les marginaux «rouges» de la place Taksim, où différents groupes et partis de gauche – dont certains effectivement très musclés – sont également présents. L'arrivée de la police est cette fois retransmise en direct sur toutes les chaînes d'information : le préfet mène, pour reprendre son expression, une opération de «*perception management*». Alors que, même au plus fort de l'émeute, le soir du 31 mai, on n'avait jamais vu de cocktail molotov, le mardi 11 juin au matin, trois personnes inconnues en jettent sur les blindés de la police. L'image que les autorités veulent donner est celle d'une place occupée par des terroristes qui attaquent les forces de police venues rétablir l'ordre républicain, enlever les drapeaux des partis et reprendre le contrôle de la place. Tout au long de la journée, le préfet d'Istanbul assure qu'il n'y aura pas d'intervention dans le parc, mais seulement sur la place (une stratégie qui vise à prévenir un rassemblement trop important pour la défense du parc), tout en suggérant, dans un discours d'intimidation, que des malfaiteurs manipulent les jeunes écolos du parc. De son côté, la plateforme Taksim renouvelle son appel à manifester pacifiquement dans le parc et rappelle ses revendications. Vingt à trente mille personnes répondent à cet appel, montrant qu'elles n'ont pas été convaincues par l'opération de communication de la police. Mais le soir, vers 20h15, alors que nous sommes pacifiquement assis dans le parc et qu'il n'y a aucune tension visible – sans aucun avertissement donc de la part de la police –, nous recevons soudain une pluie de bombes lacrymogènes,

précédées d'une bombe sonore visant à susciter la panique. En quelques minutes, plus de soixante bombes tombent du ciel dans cet espace restreint, et nous sommes donc coincés entre la police (qui est du côté de la place Taksim) et la seule sortie – étroite – du parc qui reste, de l'autre côté. Nous avons nos masques et nous sommes préparés à ne pas paniquer, mais personne ne s'attendait à une telle attaque. Une pluie de bombes atteint les corps devant nos yeux. On ne voit rien à cause de la concentration de fumée ; on entend des cris et des gens tomber des murs à l'intérieur du parc, alors qu'ils essayaient de sortir. Une véritable hécatombe aurait pu se produire si les gens n'avaient pas pris soin les uns des autres, en évacuant les blessés et en appelant au calme (l'observation de ces pratiques de soin, insérées dans le contexte concret d'une implication corporelle, me paraîtrait beaucoup plus pertinente que les grands discours sur la nécessité du care).

L'attaque est la plus forte qu'on ait connue depuis le début du mouvement – elle fait deux cents blessés en quelques heures. L'intimidation sécuritaire atteint son sommet, le préfet annonçant qu'il «*ne garantit plus la sécurité des jeunes qui resteront dans le parc*». Et pourtant, à deux heures du matin, cinq mille personnes résistaient encore dans le parc, sous une pluie de bombes sonores et lacrymogènes. Ils sont étudiants, cinéastes, universitaires, artistes, écologistes, citoyens... Ils ne partent pas. Nous découvrons dans la nuit qu'une interdiction préfectorale a été transmise aux médias, qui se contentent de diffuser les déclarations du préfet, sur fond d'une image fixe de la place de Taksim enfumée : «*tout le monde doit quitter les lieux. Les groupes marginaux auront à affronter l'autorité inflexible de l'État...*». C'est ce qu'ils appellent du *perception management*... sauf que CNN International diffuse encore une fois parallèlement les événements en direct, pendant plus de quatre heures, en affirmant clairement qu'il s'agit d'une mise en scène de la police, qui entend ainsi justifier la répression de manifestants pacifiques. Comment gérer une opération de communication policière sur une place où il y a plus de cent caméras qui tournent, des gens qui prennent des photos et qui tweetent en temps réel ? Telle semble être la question fondamentale d'un pouvoir qui veut garder une vitrine de pays démocratique. Comment ouvrir et fermer en même temps ?

Le lendemain soir, malgré la violence de la veille, nous sommes plus nombreux que jamais sur la place. Un récital de piano s'organise ; la vie du parc reprend, dans un mélange de confiance et défiance. Pour cette joyeuse bande de voyous, le gouvernement a perdu toute crédibilité : tout au long de la crise, il n'a cessé d'accumuler les mensonges et les tentatives de manipulation. Décidément, la perception n'est pas



aussi maniable que certains voudraient le croire : des dizaines de milliers de gens, munis de masques à gaz de plus en plus professionnels – j’en ai moi-même acheté un chez un vendeur de matériel de protection industrielle –, se sont aussi équipés ce soir-là sur la place de casques de chantier et de gants de protection. Le marché de l’équipement démocratique se porte résolument bien dans cette ville où ces femmes et ces hommes décidés et joyeux ont entamé un long chantier pour empêcher un sultan autoproclamé de transformer à sa guise l’espace urbain. Traités de voyous (*çapulcu*), ces citoyens révoltés défendent leurs *espaces de vie* (*yaşam alanı*), créent du commun là où ils sont matériellement contraints à l’isolement, prennent soin de l’espace collectif et d’eux-mêmes. Toute cette fumée, tout ce gaz, toute cette agitation policière visent aujourd’hui la place Taksim parce qu’elle concrétise à la fois l’opposition à une gestion autoritaire des populations et le désir puissant de lieux communs librement investis par le peuple.

Istanbul, le 13 juin 2013.

NOTES

1. David Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011 et *Paris, capitale de la modernité*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2012.
2. www.huffingtonpost.com/ozan-varol/turkey-protests-Erdoğan_b_3421589.html.
3. Sur la politique très controversée d’aménagement urbain à Istanbul, voir l’ensemble des travaux de Jean-François Pérouse et de son équipe, au sein de l’Observatoire urbain d’Istanbul : <http://oui.hypotheses.org/>.
4. Cette entrée de l’État dans le marché immobilier se fait surtout par la très puissante administration du logement, TOKI.
5. <http://themonkeycage.org/2013/06/01/a-breakout-role-for-twitter-extensive-use-of-social-media-in-the-absence-of-traditional-media-by-turks-in-turkish-in-taksim-square-protests/>.